

DIFFUSION RESTREINTE

**PROTOCOLE D'ACCORD ENTRE LE MINISTRE DE LA DEFENSE, LA MINISTRE DE L'INTERIEUR ET
LA MINISTRE DE LA JUSTICE, RELATIF AUX INTERVENTIONS DU SERVICE D'ENLEVEMENT ET DE
DESTRUCTION D'ENGINS EXPLOSIFS SUR LE TERRITOIRE NATIONAL**

Vu la loi du 28 mai 1956 relative aux substances et mélanges explosibles ou susceptibles de déflager et aux engins qui en sont chargés ;

Vu la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police, notamment l'article 7/5 ;

Vu la loi du 20 mai 1994 relative à la mise en œuvre des Forces armées, à la mise en condition, ainsi qu'aux périodes et positions dans lesquelles le militaire peut se trouver, notamment l'article 3 ;

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un Service de Police intégré, structuré à deux niveaux, notamment les articles 43, 111 et 113 ;

Vu l'arrêté royal du 23 septembre 1958 portant règlement général sur la fabrication, l'emmagasinement, la détention, le débit, le transport et l'emploi des produits explosifs ;

Vu l'arrêté royal du 16 février 2006 relatif aux plans d'urgence et d'intervention ;

Vu l'arrêté royal du 17 juillet 2013 portant exécution de la loi du 22 mars 1999 relative à la procédure d'identification par analyse ADN en matière pénale, notamment les articles 4 et 5 ;

Vu la loi-programme du 2 août 2002, notamment l'article 151 relatif aux prestations pour tiers faites par les Forces armées ;

Vu le Protocole d'accord du 30 janvier 2003 entre le Ministre de la Défense et le Ministre de l'Intérieur, relatif à l'appui de la Défense aux opérations du Service de Police Intégré ;

Vu les avis des Inspecteurs des finances de la Défense rendus le 24 février 2014, du SPF Intérieur rendus le 22 avril 2014 et du SPF Justice rendus le 29 avril 2014 ;

Considérant qu'outre les missions qu'elle remplit au niveau national et international, la Défense, par les interventions du Service d'Enlèvement et de Destruction d'Engins Explosifs (SEDEE) est régulièrement appelée à exécuter des interventions d'aide à la Nation, au service de la collectivité, lors de menaces et de dangers créés par des munitions ou explosifs conventionnels, ou par des engins explosifs improvisés ;

Considérant que les interventions du SEDEE dans le cadre du terrorisme à caractère chimique, biologique, radiologique ou nucléaire (CBRN terrorisme) ne sont pas couvertes par le présent protocole d'accord et font l'objet du plan d'urgence national CBRN du 15 mars 2010 ;

Considérant que les interventions du SEDEE se font, soit avec un renfort apporté par des services dépendant des SPF Intérieur et Justice, soit en renfort apporté par la Défense à des services dépendant des SPF Intérieur et Justice ;

Considérant que le présent protocole d'accord est conclu afin de définir les attributions et compétences de chacune des parties ;

Le Ministre de la Défense, la Ministre de l'Intérieur et la Ministre de la Justice, ci-après ensemble désignés « les parties », ont convenu ce qui suit :

DIFFUSION RESTREINTE

DIFFUSION RESTREINTE

Article 1. Objet du protocole d'accord

Le présent protocole d'accord constitue le cadre général convenu entre les parties, pour les modalités d'intervention du Service d'Enlèvement et de Destruction d'Engins Explosifs (SEDEE) sur le territoire national :

1.1. La Défense s'engage à fournir les moyens nécessaires pour assurer :

- 1.1.1. La neutralisation, l'enlèvement et la destruction des munitions localisées et non-explosées ;
- 1.1.2. La neutralisation, l'enlèvement, la destruction et l'analyse des engins explosifs improvisés qui sont localisés ;
- 1.1.3. La neutralisation d'un engin improvisé ou d'un contenant susceptible de renfermer un agent CBRN (Chimique, Biologique, Radiologique et Nucléaire) et de disperser cet agent (ces missions sont décrites en détail dans le plan d'urgence national CBRN).

1.2. La mise en œuvre générique des moyens de la Défense peut avoir lieu de différentes manières :

- 1.2.1. Mise en œuvre d'équipes de permanence 24 Hr/24, 7j/7 pour les demandes urgentes ;
- 1.2.2. Mise en œuvre d'équipes sur base journalière pour le traitement des demandes moins urgentes ;
- 1.2.3. Mise en œuvre d'équipes en stand-by lors d'événements à caractère sensible.

La mise en œuvre des moyens de la Défense est plus amplement explicitée dans l'Annexe A du présent protocole d'accord.

1.3. Les services relevant du SPF Intérieur remplissent leurs missions légales de sorte que le SEDEE puisse remplir les missions reprises au point 1.1 ci-avant de la manière la plus efficace et efficiente possible. L'appui qu'ils fournissent aura principalement trait à : la mise en œuvre d'équipes pour assurer l'évacuation et le périmètre de sécurité, la mise en œuvre de moyens de services d'intervention, la mise en œuvre de tous les moyens spécialisés requis par l'équipe SEDEE (p.e. une excavatrice, postes radio AtEx (Atmosphère Explosif), ...).

1.4. Les dispositions du présent protocole d'accord ne portent pas préjudice aux dispositions légales relatives à la réquisition des Forces armées.

Article 2. Principes et limites

2.1. Pour l'application du présent protocole d'accord, la distinction est faite entre :

2.1.1. Types d'incident

Incident EOD (Explosive Ordnance Disposal): est le terme générique englobant les incidents avec les engins explosifs conventionnels CMD (Conventional Munition Disposal) et avec les engins explosifs improvisés IEDD (Improvised Explosive Device Disposal) qui sont définis ci-après ;

Incident CMD (Conventional Munition Disposal): un événement où la présence de munitions ou d'explosifs conventionnels est impliquée, à l'exception des événements où l'emploi de ces munitions ou explosifs a été détourné de son usage normal. Ceci concerne tous les engins explosifs conventionnels y compris ceux issus de stocks réglementaires d'origine étrangère, retrouvés sur le territoire national ;

Incident IEDD (Improvised Explosive Device Disposal) : un événement où la présence d'un engin improvisé ou d'un objet suspect est impliquée, ou un incident impliquant une munition ou un explosif dont l'emploi est détourné de l'usage normal. Ceci concerne les engins explosifs improvisés y compris les explosifs artisanaux (Home Made Explosive) et engins incendiaires.

DIFFUSION RESTREINTE

DIFFUSION RESTREINTE

2.1.2. Types d'opération

On distingue les opérations de localisation d'une part, et les opérations d'enlèvement, de neutralisation et de destruction d'autre part. L'Annexe B détaille ces opérations dans le cadre d'incidents CMD et IEDD.

2.2. Les principes généraux du présent protocole d'accord sont les suivants :

- 2.2.1. Chaque unité de la Police intégrée peut demander l'intervention du SEDEE.
- 2.2.2. Une intervention du SEDEE sera toujours demandée suite à la localisation de munitions ou d'engins susceptibles de contenir de l'explosif, et lorsque des explosifs ont été utilisés à des fins criminelles ou terroristes, même après leur explosion.
- 2.2.3. Pour chaque incident EOD, l'atténuation ou l'élimination du risque d'explosion sera toujours recherchée en tenant compte des principes suivants, par ordre de priorité :
 - La sécurité des personnes ;
 - La minimisation des dommages aux propriétés et à l'environnement ;
 - La conservation des pièces à conviction ;
 - Un retour à la normale des lieux de l'incident le plus rapidement possible.
- 2.2.4. Pour chaque incident EOD, l'autorité locale compétente¹ reste responsable de la gestion de toutes les interventions, y compris celles du SEDEE. A cet effet, elle désignera un « Incident Commander » (IC). La fonction d'IC est en principe revêtue par un officier de police judiciaire (OPJ) de la police intégrée ou par le directeur du Poste de commandement des Opérations (PC-Ops).
- 2.2.5. Le chef de l'équipe SEDEE est responsable pour les interventions techniques sur les munitions et les engins explosifs improvisés. En **AUCUN CAS**, l'autorité locale compétente ne lui imposera une technique d'intervention.
- 2.2.6. Avant chaque intervention, le chef d'équipe SEDEE expliquera à l'IC les options et les conséquences possibles de l'intervention. Ce dernier décidera du moment de l'exécution de l'intervention.
- 2.2.7. Les opérations de localisation telles que définies dans l'annexe B au présent Protocole d'accord, sont à charge des services d'intervention compétents. Les moyens du SEDEE ne sont a priori pas engagés dans les opérations de localisation, à l'exception des opérations de localisation qui exigent la mise en œuvre d'équipements spécifiques uniquement disponibles auprès du SEDEE.
- 2.2.8. Chacune des parties concernées assume la responsabilité pour la mise en œuvre de son propre personnel, matériel ou infrastructure.

Article 3. Compétences et attributions

3.1. SPF Intérieur (via son autorité locale compétente) :

L'IC est responsable sur place pour la mise en œuvre d'un DISPOSITIF DE SECURITE.

Cette attribution implique, suivant la gravité de la situation, des mesures :

- 3.1.1. De sécurité physique :
 - Evacuation des personnes (les rayons d'évacuation initiaux peuvent être évalués après consultation des données numériques en Annexe C) ;
 - Déviation de la circulation.
- 3.1.2. De surveillance policière :
 - Interdiction des accès afin de laisser intacts les lieux de l'incident dans l'attente de l'arrivée du SEDEE et des services chargés de mener l'enquête judiciaire ;
 - Eloignement, lors des opérations de localisation et d'enlèvement, de toute personne non indispensable sur les lieux.

¹ L'autorité locale compétente varie en fonction de la nature et de la gravité de l'incident. Cette autorité peut être le bourgmestre ou son représentant, la Police Locale ou Fédérale, le gouverneur ou son représentant, le CGCCR ou toute autre autorité déléguée par le SPF Intérieur, le Procureur du Roi ou toutes autres autorités judiciaires.

DIFFUSION RESTREINTE

- 3.1.3. Garantissant en cas de nécessité l'intervention des services d'intervention et d'autres spécialistes tels que l'appui médical, les moyens de lutte contre l'incendie, la Protection Civile, les intercommunales pour l'électricité, l'eau, le gaz... (via réquisition si nécessaire).
- 3.1.4. De mise à la disposition du SEDEE d'une escorte pour guider l'équipe SEDEE jusqu'à l'endroit de l'incident et/ou pendant l'évacuation d'un engin explosif devant être détruit dans un site de destruction approprié.
- 3.1.5. De mise à la disposition de l'équipe SEDEE d'un terrain où l'engin découvert pourra si nécessaire être détruit.

3.2. Ministère de la Défense (via le SEDEE)

- 3.2.1. Le SEDEE est uniquement responsable de la NEUTRALISATION, de l'ENLEVEMENT (comprenant le TRANSPORT et le STOCKAGE) et de la DESTRUCTION d'engins explosifs découverts.
- 3.2.2. Pour la localisation ou de recherches préventives (engins de guerre et/ou engins improvisés) la police peut faire appel au SEDEE pour l'emploi de moyens spécifiques.
- 3.2.3. Le Chef de l'équipe SEDEE est seul juge des procédés et des moyens CMD/IEDD à utiliser.
- 3.2.4. Il peut demander, si nécessaire, de :
 - faire adapter le périmètre de sécurité mis en place par l'autorité locale ;
 - recevoir un terrain où il peut procéder à la destruction de l'engin découvert ;
 - faire exécuter des travaux de protection pour réduire au minimum les dégâts aux constructions et installations vitales environnantes dans le cas d'une explosion accidentelle lors des opérations d'enlèvement.
- 3.2.5. Il peut être désigné par les autorités judiciaires comme expert judiciaire.
- 3.2.6. Sur base de travaux d'analyses, le SEDEE rédige, dans les cas mentionnés en Annexe D, des rapports techniques et des rapports d'expertise.
- 3.2.7. Le SEDEE, en tant que membre de l'European Explosive Ordnance Disposal Network (EEODN) est désigné comme autorité compétente pour l'introduction de données techniques relatives aux incidents EOD dans la banque de données European Union Bomb Data System (EBDS) après validation par la Police Fédérale / Direction de la Police Judiciaire. L'accès du SEDEE à l'EBDS est réglé dans un protocole spécifique à conclure entre la Défense (Commandant SEDEE) et la Police (directeur de la Gestion de l'information opérationnelle de la Police fédérale).
- 3.2.8. Transport et stockage
Le Ministère de la Défense est habilité à transporter et/ou stocker les munitions, les explosifs et les engins improvisés enlevés sur le territoire national et dans les eaux territoriales. Un greffe national pour la conservation des pièces à conviction provenant des interventions est mis en œuvre au SEDEE.
- 3.2.9. Sont exclus de ce greffe : le stockage de produits chimiques, biologiques, radiologiques ou nucléaires.

3.3. SPF Justice (via son autorité locale compétente)

- 3.3.1. Le magistrat en charge d'un dossier veillera à transmettre au SEDEE toutes les informations nécessaires à la gestion des pièces à conviction.
- 3.3.2. Il délivrera les autorisations nécessaires pour détruire les pièces à conviction que les spécialistes du SEDEE considèrent comme dangereuses à la conservation.

Article 4. Procédure

4.1. Phase décisionnelle

- 4.1.1. Les demandes d'intervention doivent toujours émaner des unités compétentes de la Police intégrée. Elles sont directement transmises vers le SEDEE.
- 4.1.2. Les incidents CMD/IEDD peuvent être classés en différentes catégories :

DIFFUSION RESTREINTE

DIFFUSION RESTREINTE

4.1.2.1. IMMEDIAT

L'intervention IMMEDIATE du SEDEE est demandée, par le moyen de communication le plus rapide, uniquement à l'occasion :

- d'un incident IEDD ;
- d'une explosion résultant d'un accident ou d'un attentat perpétré avec des munitions, des explosifs ou des engins improvisés.

4.1.2.2. URGENT

L'intervention urgente est demandée lors de la découverte de munitions ou d'explosifs :

- qui mettent sérieusement en péril la sécurité publique ;
- sur des travaux publics, lorsque ceux-ci doivent ABSOLUMENT être arrêtés.

4.1.2.3. SANS URGENCE : toutes les autres circonstances.

4.1.3. Les demandes d'intervention IMMEDIATE sont adressées par téléphone. Toutes les autres demandes, même celles transmises par téléphone, seront toujours confirmées par une demande écrite par fax ou par e-mail.

4.1.4. Les renseignements minima à fournir lors de l'introduction des demandes par téléphone et les formulaires pour les demandes écrites sont repris en Annexe E.

4.2. Phase d'exécution

En fonction des renseignements obtenus, le SEDEE déterminera les modalités d'intervention (voir annexes).

Article 5. Relations avec les médias

Les Forces armées ne communiquent AUCUNE information aux médias où une enquête judiciaire est en cours.

Article 6. Aspects financiers

6.1. Coûts

- 6.1.1. Les interventions du SEDEE sur le territoire national sont à charge de la Défense dans le cadre du présent protocole d'accord.
- 6.1.2. Toutefois, à la demande des autorités judiciaires, un état des coûts pourra être établi pour certaines interventions.
- 6.1.3. Le tableau en Annexe F reprend une liste exhaustive des interventions du SEDEE et les modalités financières pour celles-ci.
- 6.1.4. Les tarifs établis dans le cadre des « Prestations pour tiers » seront d'application. Une copie de ces tarifs sera transmise annuellement au SPF Intérieur et au SPF Justice.

6.2. Paiement

- 6.2.1. Le Ministère de la Défense transmettra le cas échéant les factures relatives à l'appui fourni endéans les deux mois après la prestation.
- 6.2.2. Le bénéficiaire de la prestation veillera à faire payer ces factures endéans les soixante jours de la réception.

DIFFUSION RESTREINTE

Article 7. Statut des membres de la Défense

Les membres de la Défense accomplissant des prestations en exécution du présent protocole d'accord restent soumis à leur statut administratif, pécuniaire et disciplinaire. En outre, ils restent soumis à l'autorité de leurs supérieurs hiérarchiques, même lorsqu'ils interviennent sous la direction d'autres autorités (article 7/5² de la loi sur la fonction de police).

Ils bénéficient des allocations et indemnités prévues par leur statut pécuniaire.

Article 8. Dommages et responsabilité civile

8.1. Les membres du personnel de chacune des parties restent soumis à leurs propres dispositions statutaires pour les dommages qu'ils subissent et pour les dommages qu'ils causent (dommages corporels personnels, dommages matériels) (article 7/5 et articles 47-53bis de la loi sur la fonction de police ; articles 2 et 3 de la loi du 10 février 2003 relative à la responsabilité des et pour les membres du personnel au service des personnes publiques ; articles 91 à 99 de la loi du 20 mai 1994 relative aux statuts du personnel de la Défense ; arrêté royal du 16 mars 2006 relatif à l'assistance en justice des membres du personnel de certains services publics et à l'indemnisation des dommages aux biens, encourus par eux).

8.2. En cas de dégâts matériels et corporels occasionnés lors de l'exécution d'une prestation prévue dans le présent protocole d'accord, un dossier dégâts sera établi par la Défense et sera transmis en fonction de la nature de l'incident et de l'engin explosif vers le(s) SPF compétent(s).

Article 9. Litiges

9.1. En cas de litige portant sur la responsabilité des parties suite aux dommages causés à des tiers et/ou sur la réparation de ces dommages, les services compétents des deux parties se concerteront afin de résoudre le litige.

9.2. En cas de litige relatif aux coûts demandés par la Défense, les services compétents des parties concernées se concerteront afin de trouver une solution acceptable pour ces dernières.

9.3. Si ces services ne parviennent pas à une solution, le dossier sera transmis aux Ministres respectifs.

Article 10. Durée et évaluation

10.1. Le présent protocole d'accord est conclu pour une durée indéterminée.

10.2. Une évaluation de l'application de ce protocole d'accord, sera organisée à la demande d'une des parties.

Article 11. Modifications

11.1. Le présent protocole d'accord peut être modifié par écrit, du commun accord des trois parties.

11.2. La modification des formulaires d'intervention figurant en Annexe E peut se faire par le SEDEE, pour autant qu'elle n'entraîne pas de changements fondamentaux pour l'application du présent protocole d'accord. L'Etat-major de la Défense se chargera de la diffusion des nouveaux modèles de formulaires d'intervention vers les SPF Intérieur et Justice qui à leur tour diffuseront ces documents vers leurs échelons subordonnés.

11.3. Les autres Annexes peuvent être modifiées selon accord écrit entre l'Etat-major de Défense en la personne de l'Adjoint Opérations au Sous-chef d'état-major Opérations et Entraînement et les Directeurs Généraux des SAT (Secrétariats Administratifs et Techniques) des SPF Intérieur et Justice.

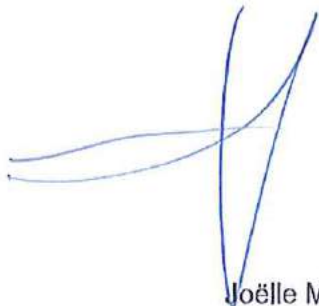
² « Le commandant de tout détachement des forces armées appelé à intervenir avec un service de police est tenu de se conformer aux instructions qui lui sont adressées par le fonctionnaire de police qui a la direction des opérations. Bien que le fonctionnaire de police ait la direction des opérations, le commandant du détachement des forces armées conserve le commandement de son détachement. L'usage des armes par les personnes qui n'appartiennent pas à la police est, dans ce cas, régi conformément à l'article 38, 1° et 3. »

DIFFUSION RESTREINTE

Article 12. Entrée en vigueur

Le présent protocole d'accord entre en vigueur le 01 août 2014.

Fait à Bruxelles, en trois exemplaires, chacun établi en français et en néerlandais, le 30 juin 2014



Joëlle MILQUET
Vice-premier Ministre et
Ministre de l'Intérieur



Pieter DE CREM
Vice-premier Ministre et
Ministre de la Défense



Annemie TURTELBOOM
Ministre de la Justice

LISTE DES ANNEXES

- Annexe A : Mise en œuvre détaillée des moyens du SEDEE
- Annexe B : Précisions sur les opérations EOD
- Annexe C : Normes d'évacuation
- Annexe D : Rapports techniques – Rapports d'expertise
- Annexe E : Introduction des demandes d'intervention EOD
- Annexe F : Dispositions financières

MISE EN ŒUVRE DÉTAILLÉE DES MOYENS DU SEDEE

1. Le SEDEE assure les services de permanence suivants :
 - 1.1. Dans le cadre des interventions pour les incidents IEDD :
 - UNE équipe sur préavis de 10 minutes ;
 - UNE seconde équipe sur préavis de 01 heure ;
 - DEUX équipes (en 2ème échelon).
 - 1.2. Dans le cadre des interventions pour les incidents CMD :
 - TROIS équipes de permanence sur préavis de 01 heure, réparties sur le territoire national ;
 - UNE de ces équipes assure également la permanence en plongeurs pour toute intervention dans les eaux sous juridiction belge et pour les incidents IEDD à bord des navires dans les eaux intérieures et territoriales ;
 - UNE de ces équipes est également mise en œuvre en cas d'accident d'aéronef.
 - 1.3. L'Officier de permanence SEDEE met en œuvre les différentes équipes.
 - 1.4. Le nombre d'équipes repris aux points 1.1 et 1.2 (de la présente annexe) constitue un minimum qui peut être augmenté en fonction de la menace.
2. Pour les demandes non-urgentes, le SEDEE met en œuvre, sur base journalière, le nombre d'équipes nécessaires. Ce nombre dépend du nombre d'interventions et des moyens disponibles au SEDEE.
3. Lors d'événements à caractère sensible, des équipes du SEDEE peuvent être pré-positionnées et placées en stand-by près du lieu des événements. Ces pré-positionnements sont coordonnés entre le SEDEE et l'unité compétente de la police intégrée en fonction de la menace et de la durée des délais d'intervention.

PRECISIONS SUR LES OPERATIONS EOD

1. Opérations de localisation :

1.1. Incident CMD :

- 1.1.1. Lorsque la présence de munitions ou d'explosifs conventionnels est signalée, leur localisation exacte s'impose.
- 1.1.2. Dans le contexte CMD, on entend par LOCALISATION :
 - l'ensemble des opérations de recherche (synonyme : fouille), de repérage et de balisage de la zone concernée ;
 - l'ensemble des opérations d'identifications provisoires ;
 - la rédaction d'un compte-rendu détaillant les engins localisés.
- 1.1.3. Les opérations de localisation de munitions et d'explosifs se terminent en prenant des mesures de sécurité et de protection adéquates en concertation avec le responsable de la Police intégrée et en conformité avec les directives mentionnées dans la circulaire ministérielle NPU-4.

1.2. Incident IEDD :

- 1.2.1. Des engins suspects peuvent être localisés dans le cadre :
 - de la découverte fortuite d'un engin suspect, en particulier à l'occasion de fouilles et de recherches systématiques effectuées à la suite d'une annonce à la bombe ;
 - de l'exécution de fouilles préventives ("sweeping"). Aucune recherche préventive n'est a priori exécutée par le SEDEE. Cependant, dans le cas d'événements importants pour lesquels une analyse sécuritaire montre une menace évidente, l'appui des moyens spécialisés du SEDEE pourraient être requis.
- 1.2.2. Les activités de localisation se terminent :
 - en faisant une évaluation de la situation IEDD ;
 - en confirmant ou non le caractère suspect de l'objet en question ;
 - en déclenchant ou non une alerte à la bombe ;
 - le cas échéant, en mettant en place un périmètre de sécurité autour des lieux menacés.
- 1.2.3. Dans le cadre de l'évaluation de la situation et de l'interprétation des circonstances, des moyens passifs de vérification (détecteurs de métaux, appareils de radiographie,...) peuvent être mis en œuvre.
- 1.2.4. L'engagement de chiens détecteurs d'explosifs de la Défense (Unité Chenil Interforce) doit être demandé séparément et ne fait pas l'objet de ce protocole.
- 1.2.5. Une fois un objet déclaré suspect, AUCUNE manipulation (déplacement, ouverture...) n'est autorisée. Il peut être dérogé à ce principe dans le cas de certaines opérations particulières conduites par le CGSU, et sous son entière responsabilité, en autorisant le personnel dûment qualifié à manipuler au strict minimum un objet suspect.

2. Opérations de neutralisation, enlèvement et destruction :

2.1. Incident CMD :

- 2.1.1. Dans le contexte d'un incident CMD, les actions suivantes sont entreprises par le SEDEE sur des munitions et explosifs conventionnels localisés :
 - Identification externe des engins et évaluation des dangers inhérents ;
 - Neutralisation des engins ;
 - Enlèvement : évacuation et transport des engins ;
 - Stockage des engins après triage dans une installation de la Défense ;
 - Destruction des engins sur place ou sur un terrain identifié à cet effet.

2.1.2. SAA (Small Arms Ammunition)³.

L'enlèvement et la destruction de munitions pour armes légères (SAA) à caractère judiciaire ou administratif N'est PAS une responsabilité du SEDEE, SAUF dans les cas où ces munitions proviennent des 1^{ère} et 2^{ème} guerres mondiales ou si l'état dégradé de ces munitions nécessiterait une destruction immédiate (à évaluer par le SEDEE).

2.1.3. Articles pyrotechniques.

L'enlèvement et la destruction des articles pyrotechniques N'est PAS une responsabilité du SEDEE, mais elle est la responsabilité du SPF Economie. Cependant le SEDEE assurera l'enlèvement et la destruction des articles pyrotechniques qui sont découverts dans le cadre d'un incident IEDD avec des engins explosifs improvisés ou dans le cadre d'un incident CMD si des articles pyrotechniques dont l'état serait dégradé au point d'en nécessiter leur destruction immédiate (à évaluer par le SEDEE) sont rencontrés.

2.1.4. Les tâches mentionnées dans les paragraphes 2.1.2 et 2.1.3 font l'objet de protocoles d'accord suivants :

- Pour le 2.1.2 à conclure entre la Défense, le SPF Intérieur et le SPF Justice ;
- Pour le 2.1.3 à conclure entre la Défense, le SPF Economie et le SPF Justice.

2.2. Incident IEDD :

2.2.1. A partir du moment de la découverte d'un engin potentiellement explosif :

- cet objet ne peut plus être traité que par le SEDEE ;
- il faut procéder à son enlèvement par intervention IMMEDIATE.

2.2.2. Dans le contexte IEDD, les actions suivantes sont entreprises par le SEDEE sur des engins explosifs improvisés localisés

- vérification active et évaluation des dangers inhérents
- neutralisation ;
- rassemblement des composants ;
- enlèvement : évacuation et transport des composants sûrs ;
- conservation des pièces à conviction ;
- destruction sur place des engins ou sur un terrain identifié à cet effet.

2.2.3. La collaboration et les modalités d'intervention entre le SEDEE et la police technique et scientifique relatives aux normes d'intervention visant à la préservation des lieux du délit feront l'objet d'un protocole d'accord à conclure entre la Défense et la Police Fédérale.

³ SAA (Small Arms Ammunition) : les munitions de petits calibres sont définies comme toutes munitions encartouchées employées pour le tir de projectiles expulsés du canon d'une arme sous l'action des gaz produits par la combustion d'une poudre propulsive contenue dans la cartouche. La gamme de calibres visés ne dépasse pas le calibre 12,7 mm et est applicable aux munitions employées à des fins civiles et militaires.

NORMES D'EVACUATION

1. En cas de découverte d'un engin explosif, qu'il s'agisse d'une munition non explosée ou d'un engin explosif improvisé, toute manipulation, tout déplacement et toute perturbation éventuelle de l'engin doivent absolument être évités.
2. L'évacuation immédiate dès la découverte d'un engin explosif est nécessaire dans les cas où on ne peut pas exclure la possibilité d'une explosion spontanée. Dans les autres cas, l'évacuation de l'environnement immédiat de l'engin garantissant que toute manipulation, tout déplacement et toute perturbation de l'engin est évitée est suffisante jusqu'à l'arrivée de l'équipe du SEDEE.
3. Dans les cas où une évacuation est nécessaire, les éléments suivants peuvent être pris en considération :
 - Type d'engin (voir distances convenues ci-dessous) ;
 - Risques liés à l'environnement (proximité de cibles potentielles, concentrations de personnes, produits dangereux)En outre pour l'exécution de l'évacuation, les éléments suivants seront aussi pris en compte :
 - Configuration locale des bâtiments et obstacles naturels présents ;
 - Les personnes évacuées seront de préférence dirigées vers un endroit abrité et n'auront pas de vue directe sur l'engin ;
 - Il faut éviter que les personnes aillent s'abriter en dessous ou dans les environs immédiats de grandes surfaces vitrées. En effet, lors d'une explosion, des débris de verre pourraient être projetés.
4. Afin d'éviter les bris de verre en cas d'explosion, il est conseillé d'ouvrir les portes et les fenêtres, tandis qu'il est préférable de fermer les volets et les rideaux.
5. Lors de la découverte d'un engin suspect (engin explosif improvisé – incident IEDD), les données numériques reprises dans le tableau ci-dessous peuvent être utilisées pour déterminer le rayon initial d'évacuation:

Types d'engin suspect	Rayon initial d'évacuation par rapport à l'engin découvert
Paquet, porte-documents	100 m
Sac de voyage	200 m
Véhicule	200 m
Camionnette ou engin plus imposant	400 m
Danger secondaire (station d'essence ...)	400 m

Ce tableau ne donne qu'une indication et ces distances ne garantissent pas une protection complète contre des fragments qui pourraient être projetés en cas d'explosion. Ces distances sont à appliquer comme premières mesures de sécurité. Une fois sur place, le Chef de l'équipe SEDEE évaluera et fera éventuellement adapter ces distances.

6. En principe, lors de la découverte d'une munition (incident CMD), en dehors des mesures d'évacuation de l'environnement immédiat, indispensables pour éviter toute manipulation, tout déplacement et toute perturbation, aucune mesure immédiate d'évacuation n'est nécessaire. L'autorité locale veillera cependant à baliser la munition découverte, prévenir la population du danger et interdire toute manipulation des engins découverts.

7. Dans les cas où une intervention immédiate ou urgente du SEDEE est requise (Art 4, 4.1.2.1. et 4.1.2.2), et afin de limiter au maximum les délais d'intervention, il est cependant nécessaire de prendre immédiatement les mesures d'évacuation pour obtenir un rayon initial d'évacuation de 100 mètres par rapport à l'engin découvert. Une fois sur place, le Chef de l'équipe SEDEE évaluera et fera éventuellement adapter cette distance.
8. Certaines bombes d'avion pouvant être équipées de systèmes de mise à feu à long retard, susceptibles de provoquer une explosion spontanée de l'engin, le SEDEE recommande de prendre immédiatement les mesures d'évacuation pour obtenir un rayon initial d'évacuation de 100 m par rapport à l'engin découvert lors de la découverte de tout engin dont le diamètre est égal ou supérieur à 20 cm et la longueur est égale ou supérieure à 80 cm. Cette évacuation initiale est à considérer comme une première mesure de sécurité destinée à limiter en grande partie le danger éventuel. Elle ne garantit pas une protection complète en cas d'explosion. Une fois sur place, le Chef de l'équipe SEDEE évaluera et fera éventuellement adapter cette distance.

RAPPORTS TECHNIQUES - RAPPORTS D'EXPERTISE

1. Le SEDEE rédige un rapport technique dans les cas suivants :

- 1.1. Dossier IEDD :

Après chaque neutralisation d'un engin explosif improvisé qui contenait des matières actives ou des leurres, après toutes saisies, enquêtes post-explosions et sur demande des autorités judiciaires⁴.

- 1.2. Dossier CMD :

- Après chaque accident survenu avec une munition ;
- Suite à une saisie de munitions chez un collectionneur ;
- Sur demande des autorités judiciaires.

2. Le SEDEE NE rédige PAS de rapports techniques suite à l'enlèvement (CMD) de munitions et d'explosifs provenant des 1^{ère} et 2^{ème} guerres mondiales ou suite à l'enlèvement pour destruction de munitions pour petites armes dans les greffes, sauf à la demande expresse, dûment motivée, de l'autorité compétente.
3. Ces rapports techniques deviennent des rapports d'expertise lorsque le SEDEE est requis par l'autorité judiciaire. La Police Intégrée fournira la collaboration nécessaire à la constitution de ces rapports et, pour autant que l'enquête le permette, fournira les informations nécessaires qui ne peuvent pas être tirées des constatations enregistrées sur place par le SEDEE.

⁴ Il s'agit ici uniquement des rapports techniques relatifs aux engins explosifs comme par exemple la chronologie des opérations de démantèlement, la description des actions entreprises, la description technique de l'engin impliqué et éventuellement une analyse des intentions présumées de l'auteur. Il est fait appel à la chaire de Chimie de l'Ecole Royale Militaire pour déterminer la composition des produits explosifs employés dans les engins explosifs.

INTRODUCTION DES DEMANDES D'INTERVENTION EOD

1. Toutes les demandes d'intervention sont transmises à l'état-major du SEDEE.
 - 1.1. Téléphone permanence nationale : 016/40.61.66 ou 016/39.54.03
 - 1.2. Fax : 016/39.54.62
 - 1.3. e-mail : DOVO-SEDEE@mil.be
2. Pour les demandes d'intervention du type IMMEDIAT, incident IEDD, l'autorité locale compétente transmettra au minimum les informations suivantes TOUJOURS par téléphone à la permanence nationale du SEDEE :
 - 2.1. Coordonnées du demandeur (Nom, Organisme ... y compris N° Tel) ;
 - 2.2. Localisation exacte de l'engin (Ville, Rue ...), ou les coordonnées GPS si ces données ne sont pas disponibles ;
 - 2.3. Type d'engin localisé (Véhicule, valise, lettre, paquet, ...) / Type d'intervention (Neutralisation, enquête après explosion, ...) ;
 - 2.4. Mesures de sécurité déjà prises ;
 - 2.5. Lieu de rendez-vous avec l'escorte fournie par les services de police (pour les demandes d'intervention IMMEDIATE, une escorte sera fournie depuis la sortie autoroutière la plus proche, pour guider l'équipe SEDEE sur les lieux de l'incident, en tenant compte des mesures d'évacuation prises).
3. Pour les autres types de demande d'intervention pour l'enlèvement des munitions et explosifs conventionnels (incident CMD), l'autorité locale compétente introduira toujours une demande d'intervention par écrit (par fax ou e-mail), au moyen du formulaire repris en appendice. Une copie digitalisée de ce document est disponible sur simple demande introduite auprès du SEDEE ou via e-mail.
4. Afin d'éviter de perdre du temps lors des interventions, il est important de fournir tous les renseignements repris ci-dessus ou sur le formulaire en appendice.

Au Commandant du Service d'Enlèvement et de Destruction d'Engins Explosifs

Naamsesteenweg 100
3053 OUD- HEVERLEE
Tf: 016/40.61.66 - Fax: 016/39.54.62 - E-Mail : DOVO-SEDEE@mil.be

Concerne : DEMANDE D'INTERVENTION - ENLEVEMENT ET DESTRUCTION DE MUNITIONS ET EXPLOSIFS CONVENTIONNELS

1. Identité du demandeur

Police Locale	Police Fédérale	De :
Adresse :		
No Tf :		No Fax :
Province		

2. Où l'équipe d'intervention doit-elle enlever l'engin ?

Localisation de l'engin ou propriétaire du terrain

Nom

Adresse

No Tf

Sur travaux

OUI	NON	Public	Privé
-----	-----	--------	-------

3. Description de l'engin

	Catégorie (Voir Ann)	Numéro de description (Voir Ann)	Nombre	Diamètre (cm)	Longueur (cm)
1					
2					
3					
4					

Renseignements complémentaires éventuels (empennage, ailettes, anneaux de suspension, bande(s) en cuivre avec ou sans rayures):

4. Degré d'urgence de l'intervention demandée⁵

URGENTE ⁶	SANS URGENCE	DETECTION ⁷

5. Mesures de sécurité

Prises:

Possibilité d'interdire les accès:

Nature :

Dangers secondaires (gaz, électricité, pompe à essence, ...):

Travaux publics:

OUI	NON
OUI	NON
OUI	NON
OUI	NON

6. Renseignements complémentaires (éventuellement)

(Dessin ou photo de l'engin, marquages sur la munition, plan ou carte de situation, du cadastre, autres, ...). Peut être transmis par email à : dovo-sedee@mil.be

Nom et grade
Signature

⁵ L'intervention urgente est demandée lors de la découverte de munitions ou d'explosifs: qui mettent sérieusement en péril la sécurité publique / sur des travaux publics, lorsque ceux-ci doivent absolument être arrêtés.

⁶ Renseignements obligatoires: justification du degré d'urgence.

⁷ Le SEDEE NE participe PAS à des activités de localisation ou de recherches préventives et N'effectue PAS de travaux de détection. Toutefois, dans le cas où des difficultés particulières se présenteraient lors des recherches justifiant l'emploi de moyens spécifiques, l'autorité locale peut introduire une demande de recherche ou de détection dûment motivée. Dans ce contexte, le recours au SEDEE DOIT être sollicité en particulier pour rechercher des engins de guerre ou des engins improvisés enterrés ou dissimulés.

Les différentes catégories de munitions		Description	
Catégorie			
20-40 mm	1	2	C E F O R C E M E N T E
A Obus			
40-80 mm	1	2	
B Obus			
+80 mm	1	2	
G Obus			
D Mortier	1	2	
E Grenades	1	2	
F Mines APers	1	2	
G Mines ATk	1	2	
H Roquettes 2GM	1	2	
K Roquettes Modernes	1	2	
L Sous-Mun	1	2	
M Bombes	1	2	A N N E A U D E S U S P E N S I O N

DISPOSITIONS FINANCIERES

Les dispositions financières pour les interventions du SEDEE, tant dans le cadre d'incident CMD que IEDD seront basées sur le tableau suivant.

N°	Genre de Mission		Exemple	Facture	Remarque
<u>Incident CMD</u>					
1	Enlèvement		Demande classique pour l'enlèvement de munitions	NON	
2	Accident	Involontaire	Explosion lors du labourage	NON	
3		Volontaire	Explosion lors du démontage	NON	Sauf si demande d'un état de coûts exprimée par les autorités judiciaires
4	Localisation		Détection d'une zone réduite où il existe une forte présomption de trouver des munitions et la sécurité des travaux à entreprendre justifie la détection	NON	
5	Saisie		Munitions retrouvées chez un collectionneur	NON	Sauf si demande d'un état de coûts exprimée par les autorités judiciaires
<u>Incident IEDD</u>					
6	Intervention réelle		Suite à une attaque avec usage d'explosif	NON	Sauf si demande d'un état de coûts exprimée par les autorités judiciaires
7	Fausse alerte	Coupable connu ou magistrat instructeur désigné	Déclenchement volontaire d'une alerte à la bombe avec placement d'un engin suspect fictif (qui ne contient pas d'explosif)	NON	Sauf si demande d'un état de coûts exprimée par les autorités judiciaires
8		PAS de coupable connu, PAS de magistrat instructeur désigné	Cas d'une valise abandonnée dans le métro	NON	
9	Saisie		Explosifs entreposés à des fins criminelles	NON	Sauf si demande d'un état de coûts exprimée par les autorités judiciaires
10	Pré positionnement		Placement d'une équipe en stand-by	NON	
<u>Autres Appuis</u>					
11	Prestations non-reprises aux points 1 à 10		<ul style="list-style-type: none">Appui aux opérations de la Police IntégréeAutres demandes spécifiques	OUI OUI	Ref Protocole d'accord du 30 janvier 2003 Ref article 151 de la loi-programme du 2 août 2002